

## Positions kurdes bombardées par Bachar el-Assad : pourquoi il n'existe pas un mais des problèmes kurdes



Pour la première fois depuis le début du conflit syrien, l'aviation du régime de Bachar el-Assad a bombardé des positions tenues par les Kurdes de Syrie, en dépit d'un accord tacite passé entre les deux parties en 2012. Pas sûr cependant que les Kurdes de toute la région puissent répondre d'une seule voix, tant leurs divisions sont prégnantes.

Avec Alain  
Rodier

**Atlantico : Selon l'Observatoire syrien des Droits de l'homme, l'aviation du régime de Bachar el-Assad a récemment bombardé des positions tenues par les Kurdes syriens dans la ville de Hassaké, ce qui n'était encore jamais arrivé depuis le début du conflit. Comment expliquer cette marque d'agressivité du régime envers les Kurdes de Syrie ?**

**Alain Rodier :** La situation tactique sur le front syro-irakien est difficile à comprendre si on ne la suit pas au quotidien depuis des années. En ce qui concerne Hassaké, cette importante ville de 300 000 âmes (réfugiés compris) et la région qui s'étend au nord jusqu'à Kamechiyé à la frontière turque ont une population composée pour moitié d'arabes et pour moitié de Kurdes. Toutefois, cette zone qui peut se comparer à un couloir est complètement englobée dans le "canton de Cizre" qui correspond à l'est du Rojava, le "Kurdistan syrien". En effet, les Kurdes syriens rêvent d'établir au moins une "zone autonome" (à l'image de celle qui existe au nord de l'Irak depuis 1991) le long de la frontière turque. Elle réunirait d'est en ouest les cantons de Cizre dont il est question précédemment à ceux de Kobané et d'Efrin. Ne nous n'y trompons pas, les Kurdes via le Mouvement pour une société démocratique (*Tevgera Civaka Demokratîk*, TEV-DEM), l'organe politique qui gère le Rojava, espèrent un jour accéder à l'indépendance complète.

En 2012, Bachar el-Assad, qui devait faire face à une véritable insurrection qui avait succédé à une période de révolte populaire, a été contraint de faire des choix tactiques car il n'avait pas les moyens sécuritaires suffisants pour faire face à la situation. Il a donc retiré l'ensemble de ses forces des régions kurdes situées au nord du pays à l'exception de la zone Hassaké-Kamechiyé (où, je le rappelle, résident aussi 50% de populations arabes). En échange, les Kurdes ne s'en sont jamais pris aux forces syriennes loyalistes, se contentant de se défendre des attaques menées par les rebelles islamiques dont l'action la plus médiatisée a été la bataille de Kobané menacée par Daech.

De leur côté, en 2014, les Américains qui étaient confrontés à de multiples difficultés pour monter des groupes rebelles "modérés" crédibles et qui avaient décidé d'en découdre avec Daech ont eu l'idée de soutenir une coalition baptisée les "Forces Démocratiques Syriennes" (FDS). En effet, lors de la bataille de Kobané, les Kurdes avaient reçu le renfort de quelques tribus arabes et de syriaques locaux - certes très minoritaires mais porteurs de symboles importants -. Cette "coalition" de fait dominée et dirigée par des Kurdes a, par la suite, rencontré des succès militaires au sol en partie grâce à l'appui aérien fourni par les Américains (et par quelques membres des forces spéciales qui ont été détachés en première ligne). Le dernier d'entre eux a été la prise de Manbij, un carrefour logistique

important de Daech qui desservait Raqqa, la "capitale" du proto Etat Islamique depuis la Turquie. Pour la petite histoire, les forces de Daech se sont retirées de Manbij après avoir conclu un accord avec les FDS leur permettant de rejoindre la ville de Jarabulus située plus au nord.

Mais depuis avril 2016, des affrontements sont survenus dans la région de Hassaké entre forces loyalistes syriennes - toujours présentes sur zone - et les Assayeh (forces de sécurité) kurdes. Il semble que ce soient ces dernières, dans une logique de contrôle de territoire, qui ont harcelé les garnisons de forces légalistes pour tenter de les faire déguerpir plus au sud. De part et d'autre, il y a eu des provocations, des "arrestations", en fait, des prises d'otages et des combats meurtriers pour libérer ces derniers. Les bombardements qui se sont déroulés mardi sont un geste d'avertissement lancé par Damas en direction des Kurdes pour affirmer que le régime n'a pas l'intention d'abandonner la région d'Hassaké-Kamechiyé et, qu'en conséquence les populations arabes qui y résident ne seront pas forcées de fuir un nettoyage ethnique qui s'annonce. Il rappelle aussi à cette occasion qu'il n'a pas l'intention d'accepter la partition du pays et donc une "indépendance" de fait du Rojava.

Même si l'on ne l'évoque pas trop, ces incidents font courir un grand risque aux FDS. A savoir que pour la galerie, il s'agissait d'une coalition de forces kurdes, arabes et syriaques. Il semble que les unités arabes aient tendance désormais à rejoindre les milices pro-gouvernementales des Forces de défense nationale (FDN), les FDS redevenant une unité presque uniquement composée de Kurdes. La fiction de cette "alliance nationale" soutenue par Washington s'évapore et la libération de Raqqa qui devait être conduite par les FDS part aux oubliettes ! De toutes façons, le commandement kurde des FDS n'a jamais eu l'intention de s'attaquer à Raqqa, jugée en-dehors de sa zone d'intérêt. Son objectif principal après la prise de Manbij est de poursuivre vers Al-Bad à l'ouest pour ensuite effectuer la liaison avec le canton d'Efrin dans le cadre de l'unification du Rojava. Les Turcs sont furieux et exigent que les forces kurdes présentes à Manbij repassent à l'ouest de l'Euphrate, leur base de départ. Pour Washington, il s'agit d'un camouflet supplémentaire. La question qui se pose désormais est : que vont-ils faire avec les FDS ? Les aider à poursuivre leur progression vers l'ouest au milieu de terres majoritairement arabes tenues par Daech ou passer à autre chose (il est question de créer une zone d'exclusion aérienne au sud-est de la Syrie à la frontière jordanienne) ?

### **Par ailleurs, le Président turc Erdogan semble soutenir Massoud Barzani, leader des Kurdes irakiens, alors même que le régime turc combat sévèrement les Kurdes du PKK sur son propre territoire. Comment expliquez-vous cette situation ? N'y aurait-il pas "un" mais "des" enjeux kurdes ?**

Le Président Erdogan soutient Massoud Barzani, président du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) et du gouvernement régional du Kurdistan irakien, car la situation dont il a hérité en 2003 l'oblige à le faire. Je ne pense pas qu'il le fasse de gaité de cœur. Cette région est auto-administrée depuis la fin de la première guerre du Golfe de 1991. De plus, elle est riche en raison de ses ressources pétrolières et son seul débouché actuel passe par la Turquie qui, au passage, en tire de substantiels bénéfices. Il ne s'agit pas là de trafics mais de commerce parfaitement légal sauf que le gouvernement irakien trépigne de rage en voyant cette manne lui échapper.

Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, *Partiya Karkerên Kurdistan*) est affectivement présent en Irak du Nord via sa représentation locale, le Parti de la solution démocratique du Kurdistan (*Partî Çareserî Dîmukraîî Kurdistan*, PÇDK). Le PKK a installé il y a de longues années son état-major sur les flancs du mont Qandil situé à proximité de la frontière iranienne. D'ailleurs, l'aviation turque bombarde assez régulièrement cette zone, surtout lorsqu'il y a eu un attentat ou une attaque dans le sud-est anatolien. C'est une mesure de rétorsion qui est devenue un grand classique. Sur le plan tactique, ces bombardements ne donnent aucun résultat significatif car les activistes kurdes sont dispersés dans de nombreux campements protégés. A noter que les Iraniens font de même de temps en temps pour "punir" des actes de terrorisme attribué au PJAK (Parti pour une vie libre au Kurdistan, *Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê*), la branche iranienne du PKK. Etant plus proches, ils se contentent de délivrer des tirs d'artillerie aussi inefficaces que les bombardements turcs. Le but est de montrer aux populations que leurs gouvernements réagissent avec "fermeté".

Les relations entre Barzani et le PKK sont compliquées. Théoriquement, il demande au mouvement séparatiste turco-kurde d'évacuer la région, certainement pour ne pas déplaire à Ankara. En fait, la région du mont Qandil est plutôt contrôlée (dans la mesure où le contrôle de ces zones montagneuses très difficiles d'accès veut dire quelque chose) par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani qui est en concurrence historique avec Barzani. L'UPK est d'ailleurs plus l'allié de l'Iran que de la Turquie. Un temps, l'UPK a aussi été l'allié du PKK, particulièrement pour taper sur le PDK entre 1994 et 1996. Depuis, des accords sont survenus, l'UPK contrôlant un tiers du Kurdistan irakien. Il existe aussi le Gorran (mouvements pour le changement), un parti d'opposition politique emmené par Naschirwan Mustapha.

Enfin, quand cela a été nécessaire, le PKK est venu renforcer les peshmergas pour lutter contre Daech et leur a été la bienvenue.

### **Dans l'hypothèse – certes encore lointaine – où l'Etat Islamique venait à disparaître, dans quelle mesure serait-il possible (ou non) de voir les grandes puissances de la région s'accorder pour la création d'un Kurdistan irakien abouti ? Un tel accomplissement serait-il forcément un signe encourageant pour les autres Kurdes de la région, notamment le PKK ?**

Pour des raisons de politique internationale, il est hors de question pour les grandes puissances d'accepter un Kurdistan irakien indépendant. En effet, cela entraînerait la partition de l'Irak puis ensuite, par effet dominos, celle de la Syrie. Cela va à l'encontre des règles qui définissent aujourd'hui les frontières des Etats. Y déroger provoquerait inévitablement, et pas seulement au Proche-Orient, des velléités de partition de nombreux autres pays de la planète.

Si l'on revient sur l'idée d'un "Kurdistan indépendant" et surtout uni, c'est oublier que les Kurdes sont loin d'être monolithiques. Pour donner un exemple, un Kurde syrien est plus proche par la langue pratiquée, les traditions et la manière d'être d'un Kurde turc que d'un Kurde irakien. Chez ces derniers, il existe de nombreuses divisions comme cela a été évoqué plus avant. En globalisant, il y a ceux qui se sentent plus proches de l'Iran que de l'Irak tout en refusant la tutelle du pouvoir de Bagdad. Talabani qui fut président d'Irak de 2005 à 2014 et Fouad Massoum son successeur, sont effectivement des Kurdes mais membres de l'UPK proche de l'Iran -et plus ou moins opposés au PDK-. Cela n'a rien d'étonnant, le régime irakien étant très lié à Téhéran. Il paraît même que le major-général Qassem Suleimani, le célèbre chef de la force al-Qods des Pasdarans, est de retour en Irak pour superviser les opérations devant mener à la prise de Mossoul, opération devant être menée conjointement par des peshmergas et par l'armée irakienne appuyée par les milices chiites, le tout appuyé par la coalition internationale emmenée par les Etats-Unis ! Bel imbroglio en

---

perspective mais l'affaire est très loin de connaître un début de commencement malgré toute la propagande qui est déversée à propos de cette bataille qui doit être "décisive".

En résumé, il n'y a pas "un problèmes kurde" mais "des problèmes de Kurdes".